



Lundi 16 décembre 2013

## Hollande, le nouveau va-t-en guerre de la France à fric

En Centrafrique, 40 000 personnes s'entassent dans un camp en bordure de l'aéroport de Bangui dans des conditions sanitaires déplorables, en proie à la faim, la soif et la maladie. L'aéroport a déjà accueilli les 1600 militaires français, les troupes africaines venues en renfort, la flotte d'hélicoptère et les avions Antonov chargés de matériel militaire. Mais pour les déplacés, rien.

« *Nous sommes dans la capitale et l'aéroport est sécurisé. Qu'il n'y ait pas d'eau, pas de couvertures, pas de sanitaires, c'est inacceptable* » s'insurge la responsable sur place de Médecins Sans Frontières. Depuis l'arrivée des troupes françaises, les conflits et massacres, loin de se réduire, ont explosé. Plus de 600 morts, 100 000 déplacés à Bangui et probablement un demi-million de déplacés à l'échelle du pays... La prétendue intervention « humanitaire » de l'armée française vire au cauchemar pour les populations.

### *Qui se soucie des populations civiles dans cette sale histoire ?*

Hollande affirme être animé du « *devoir d'assistance et de solidarité à l'égard d'un petit pays, d'un pays ami* ». Avec des amis pareils, plus la peine d'avoir des ennemis !

En réalité, après l'intervention au Mali, le gouvernement français joue les gendarmes de l'Afrique – cette fois en Centrafrique – pour préserver les intérêts de ses multinationales dans toute la région. Y compris dans ce pays que la présence coloniale française a laissé totalement démuné et dépourvu d'infrastructures élémentaires, où néanmoins la perspective de richesses à gratter attise toujours la convoitise de prédateurs bien français.

En mars dernier, le coup d'Etat de Djotodia à la tête de la Seleka (milices du nord du pays) avait été accueilli par un défilé de spécialistes de la Françafrique avec ses tristes magouilles : Jean-Christophe Mitterrand et Claude Guéant s'y sont par exemple déplacés en juin. Le premier pour vendre ses services en matière de sécurité militaire, le second, pour discuter pétrole... L'armée française présente sur place avait laissé faire le coup d'Etat, restant cantonnée dans ses casernes.

Mais le nouveau président, Djotodia, a vite montré qu'il était tout aussi incapable que son prédécesseur de maintenir l'ordre nécessaire aux capitalistes français ou autres. Alors Hollande a fait donner l'ultime recours de l'impérialisme : l'armée française.

### *L'armée française, l'amie des dictateurs*

Depuis l'indépendance, la France a toujours été derrière les présidents-dictateurs, élus de façon frauduleuse ou putschistes convaincus. Bokassa 1<sup>er</sup> avait accueilli Giscard d'Estaing à coup de diamants dans son palais impérial, avant qu'il soit lui-même renversé avec l'aide de la France faute de savoir maintenir l'ordre. Car c'est là la raison principale de l'intervention de l'armée française en Afrique ou ailleurs. Il s'agit de sécuriser les mines, sites et approvisionnements des grandes entreprises françaises qui font la pluie et le sale temps dans ces anciennes colonies françaises. Sécuriser leurs entreprises pour sécuriser le pillage de ces pays, et cette triste mascarade dure depuis maintenant un bon demi-siècle, de la Centrafrique à la Côte d'Ivoire, au Mali, au Tchad ou au Niger...

L'intervention armée a commencé en même temps que se tenait le sommet France-Afrique. La conclusion de ce sommet insistait sur la nécessité de « *réinvestir au plus vite la présence économique extérieure française en Afrique subsaharienne* ». Pour réinvestir, c'est-à-dire surexploiter, expulser de leurs terres les populations et piller en toute tranquillité, les multinationales comme Areva, Bolloré ou Total réclament l'assistance de l'armée.

Dans cette situation, cette dernière intervention dans ce malheureux pays en proie à un chaos dont l'impérialisme français est le premier responsable, ne peut être qu'une autre forme de calamité.

### ***La politique du pire***

La direction a licencié Laurent, ouvrier du Ferrage en équipe A, pour une altercation qui a eu lieu le 27 novembre. Au lieu de calmer la situation par la discussion, comme cela se fait souvent, la direction l'a immédiatement sanctionné d'une mise à pied puis, trois semaines après, le met à la porte. Malgré les alertes exprimées par des salariés de l'usine sur la situation très difficile de Laurent, et sur ses problèmes de santé, le couperet est tombé. Et maintenant, la direction peut se féliciter d'avoir pris la pire des décisions pour l'avenir de Laurent.

### ***Bon vent au licencié***

Le RG du Ferrage quitte l'usine de Saint-Ouen pour aller exercer pleinement ses « talents » à Poissy. D'après la direction, il aurait des qualités humaines... On se demande bien lesquelles. Peut-être celles d'avoir enfoncé un salarié, déjà en difficulté, en le conduisant à la direction avec une menace de licenciement.

Partout où il est passé, à Aulnay comme à Saint-Ouen, il s'est illustré par son mépris des ouvriers.

### ***Le couperet repoussé***

Le plan de départs volontaires qui devait se clore fin décembre avec la suppression de 3 570 postes, en plus de ceux prévus à Rennes et Aulnay, sera prolongé jusqu'au 30 avril.

Les chiffres n'y étant pas (2 894 salariés ont adhéré à l'une des mesures proposées et 476 ont initialisé un dossier), la direction a préféré repousser l'échéance des départs soi-disant volontaires.

Vu le contexte actuel avec l'annonce de la retraite chapeau de Varin, la direction aurait-elle peur de jeter de l'huile sur le feu ?

### ***Le PS roule pour PSA et Renault***

Les ministres et pontes du PS, Ayrault, Montebourg ou Aubry, ont passé une semaine à jouer les VRP en Chine. PSA et maintenant Renault (qui annonce un accord avec Dongfeng pour produire 150 000 véhicules) pourront s'y bafner et piller les parts de marché. À des ouvrières de la joint-venture Dongfeng-PSA, Ayrault a lancé : « *Vous aimez Peugeot. Alors on va construire encore plus de Peugeots en Chine* ».

Sauf qu'avec un salaire ouvrier moyen de 180 € par mois en Chine, ce n'est pas demain la veille qu'elles pourront se les acheter !

### ***Les mauvais coups se préparent***

Des rapports patronaux sur les usines de PSA Poissy et Mulhouse seront rendus public en février et avril. Ils devraient confirmer la baisse de production, voire la suppression d'une ligne sur chacun de ces 2 sites. PSA

Poissy pourrait passer en monoflux en 2015. À Poissy une seule équipe produirait la 208 dès avril 2014. Pour l'instant il n'y a qu'un vague projet de nouveau véhicule pour 2018, dans plus de 4 ans !

Ce qui est sûr c'est que la direction ne fera aucun cadeau. Elle est prête à cacher pendant des années son intention de faire mourir à petit feu une usine comme elle l'a fait pour PSA Aulnay. S'il faut sauver nos emplois, nous ne pourrions compter que sur nos mobilisations.

### ***Smic : bien loin du compte...***

L'assemblée nationale a voté l'augmentation de la TVA à partir de janvier 2014 pour compenser les exonérations de cotisations octroyées par le gouvernement aux patrons en début de mandat. En comparaison de l'inflation et de l'augmentation de la TVA, l'augmentation annuelle du Smic sera dérisoire : 10 centimes d'euros par heure, soit la hausse légale annuelle automatique. Il faudrait rappeler notre force au gouvernement et imposer de véritables augmentations de salaires. On ne fait pas la manche !

### ***Derrière les chrysanthèmes, la réalité de l'Afrique du Sud***

Les dirigeants du monde entier n'ont pas tari d'éloges sur Mandela. Pour une raison très simple : l'apartheid est tombé, mais l'ordre capitaliste demeure : les Noirs sont toujours les plus pauvres et les plus exploités. Quand ils encensent Mandela, c'est pour mieux faire oublier que ce sont les révoltes dans les ghettos noirs comme Soweto qui ont fait chuter le régime d'apartheid. Ils se félicitent que l'ordre a été rétabli en ne faisant juste qu'une toute petite place à une élite noire privilégiée.

Mais loin du baratin et face à la réalité de la misère, la classe ouvrière sud-africaine n'a jamais cessé de se battre pour défendre ses intérêts.

### ***Le mur du son des profits***

EADS, dont Airbus est une filiale, vient d'annoncer la suppression de 5 800 emplois. Le groupe aéronautique ne fait même pas semblant d'avoir des difficultés pour se justifier : il annonce que l'enjeu de cette décision est de faire passer la rentabilité de 4 à 10 %. C'est à dire que les patrons veulent gratter deux fois plus que ce qu'ils gagnent déjà pour la même somme de capital investi.

Face à ces patrons voyous qui s'assument comme tels, opposons à leur recherche de compétitivité notre combativité. Tous ensemble, exigeons l'interdiction des licenciements !